

Préface

Pendant longtemps, l'histoire de la décentralisation a été présentée sous les couleurs d'une épopée, rythmée par des combats et des conquêtes, conduite dans la pauvreté et le désintéressement, exaltée par un esprit missionnaire au service du bien public. On racontait les embûches, les traverses, les pièges, les menaces. On désignait du doigt ennemis et adversaires, et l'on était heureux, somme toute, que l'État ait joué, pour lancer et soutenir cette geste, le rôle du chevalier blanc. À la tête des troupes, enfin, il paraissait juste et bon de rappeler l'action d'un chef lucide, intrépide, droit comme une épée : Mademoiselle Jeanne Laurent, que les centres dramatiques ont continué à saluer jusqu'à ces dernières années comme leur fondatrice et comme la Mère Courage qui les a conduits à la victoire, bien qu'elle n'ait présidé à leur aventure que pendant peu d'années. Son image réelle s'est ainsi effacée au fil du temps au profit d'un portrait de légende, chacun faisant comme si le théâtre public était resté le même depuis sa fondation, dans la fidélité aux mêmes valeurs.

Or, il est devenu possible, au bout d'un demi-siècle, de faire une histoire de la décentralisation théâtrale sans lyrisme et sans complaisance, en prenant en compte les changements successifs qui l'ont affectée, en consonance avec les transformations subies par la société, par la sensibilité collective et par la culture commune de la nation. Ce travail est aujourd'hui largement entamé, mais la biographie de Jeanne Laurent restait à écrire. C'est à quoi s'est attachée Marion Denizot, qui nous livre ici un premier portrait raisonné de cette femme d'exception, d'après la belle thèse de doctorat qu'elle lui a consacrée à l'université de Paris X-Nanterre.

On voit ainsi se dégager la figure d'une combattante née, armée d'une volonté inébranlable, d'un esprit de décision aussi précis que rapide,

passionnée et tout autant raisonnable, ne rêvant que du possible, mais acharnée à traduire en actes les pensées et les projets dès qu'elle a décidé de leur justesse et de leur légitimité : dans ses années de formation, déjà, elle joue son rôle dans la cohorte pionnière qui a ouvert aux femmes la route de l'instruction et qui les a fait entrer dans l'université, dans la recherche, dans la haute fonction publique. Dotée d'une vive sensibilité artistique, elle n'aime rien tant dans la création picturale (et bientôt théâtrale) que l'audace tempérée, l'innovation dénuée de violence, le juste partage entre sagesse et plaisir.

Dès le moment où Jeanne Laurent a jugé que la décentralisation théâtrale était d'intérêt public et qu'il était possible de trouver des artistes capables de la réaliser, elle s'y est attachée avec une extraordinaire constance. Cette idée, elle ne l'a pas inventée, mais elle l'a vue s'élaborer pas à pas, de l'avant-guerre à Vichy et de Vichy à la Résistance, à travers des plans de plus en plus précis. Et c'est vrai qu'aux yeux de Jeanne Laurent, un tel projet impliquait une éthique exigeante, dès le moment où il devait engager la parole et le crédit de l'État : sans peser en rien sur la liberté du théâtre et sur la logique propre à tous les arts, ne mettait-il pas en avant une mission de service public, qu'il s'agissait de formuler pour la première fois peut-être ?

Que Jeanne Laurent, malgré les apparences, ait trouvé un environnement favorable à son entreprise, rien de plus certain : il ne manquait pas alors de militants, dans les associations, dans les syndicats ou dans les milieux intellectuels pour ouvrir le débat et mener le combat sur la culture populaire, sur la diffusion de l'art, sur la nécessité de soustraire le théâtre à la dictature de l'argent, etc. L'esprit public était prêt à recevoir les innovations qui lui étaient proposées, malgré les polémiques et les pesanteurs. *Jeune France*, *Uriage*, la Résistance avaient préparé le terrain, formé des hommes, esquissé les enjeux. Il n'y avait pas enfin à chercher longtemps une esthétique de référence pour servir à la décentralisation : les leçons du Cartel étaient encore vivaces et tout à fait compatibles avec les objectifs de l'État.

Mais encore fallait-il passer à l'action. Et c'est dans l'action, me semble-t-il, que Jeanne Laurent fut magnifique. Elle a dû, en effet, mener le combat décentralisateur depuis le Centre, c'est-à-dire depuis l'État, et du même coup définir à la fois les relations de l'État avec les collectivités territoriales, avec les artistes, avec le public : la tâche était d'autant plus nouvelle qu'il ne s'agissait ni de mécénat ni d'art officiel, mais d'une démarche démocratique, qui engageait des

citoyens au service de la nation. Pour inscrire dans les faits ce projet fondateur. Jeanne Laurent a d'emblée trouvé une méthode qui mérite aujourd'hui encore d'être donnée en exemple.

Premier article : une fois définis les objectifs, les garder en ligne de mire sans transiger à aucun moment dans leur application. Cela s'appelle, en d'autres mots, mettre en œuvre une politique d'intérêt général, qui ne prenne en compte par définition aucun critère d'ordre privé : il s'agit ici d'installer en province, dans des théâtres stables, des troupes permanentes, qui travaillent sans esprit de vedettariat pour un public nouveau, qui est à former et à étendre dans toutes les classes de la société.

Deuxième article : cela suppose de procéder avec le plus grand soin au choix des hommes chargés de réaliser ce programme et de savoir exactement doser, dans les rapports que l'administration devra entretenir avec eux, liberté et contrainte, surveillance et confiance amicale, engagement personnel et neutralité.

Troisième article, enfin : assurer dignement et en toute circonstance la responsabilité de l'État. D'où, chez Jeanne Laurent, ces rapports à la fois égalitaires, confiants et dénués de familiarité (sauf à de rares moments de brève émotion, vite maîtrisés) qu'elle a entretenus avec Dasté, Vilar, Gignoux, qui ne l'ont jamais appelée par son prénom et qui ont décidé une fois pour toutes de se fier à sa parole, parce qu'elle incarnait l'État.

S'il n'y avait qu'une seule leçon à tirer de l'œuvre de Jeanne Laurent, aujourd'hui comme hier, ce serait bien celle-ci : elle proposerait aux responsables de la Culture un mode d'emploi de leurs fonctions et un vade-mecum pour guider leurs comportements. Elle leur prescrirait de respecter les artistes, mais de ne pas leur céder en tout ; de surveiller le fonctionnement des institutions en comprenant les problèmes qu'elles affrontent ; de garder une vue claire des objectifs à atteindre, sans se perdre en effets d'annonce, en complaisances avouées ou inavouables, en finasseries ou en mensonges ; de résister à leur ministre et à son cabinet, chaque fois que c'est juste et précisément pour leur rendre service, au risque d'en subir de désagréables conséquences et d'apprendre à leurs dépens la goujaterie et l'esprit de rancune dont les hommes politiques peuvent être capables, servis quand il le faut par la lâcheté de l'administration.

Quant à savoir ce qui reste aujourd'hui du travail de Jeanne Laurent, la réponse est simple : tout bonnement la décentralisation elle-même,

reprise dès 1959 (c'est-à-dire sept ans après la honteuse éviction de sa fondatrice) et poursuivie depuis de ministre en ministre. En 2005, on compte à travers la France une quarantaine de centres dramatiques nationaux ou régionaux et plus de soixante-dix scènes nationales. Le ministère de la Culture s'est largement déconcentré au profit de ses vingt-deux directions régionales. Les collectivités territoriales dépensent désormais plus d'argent que l'État en matière culturelle. Plusieurs centaines de troupes portent le théâtre là où ne peuvent ou ne veulent aller les institutions. Oui, le grain semé par Jeanne Laurent a superbement germé. Le théâtre français lui en sait gré, profondément, même s'il faut ajouter que la situation des arts et de la société a bien changé depuis les années cinquante et qu'on est aujourd'hui, confusément ou explicitement, en quête d'une nouvelle définition du service public et en nostalgie de quelques pratiques perdues de la citoyenneté. Mais c'est une autre histoire.

Robert ABIRACHED

professeur émérite

à l'université de Paris X-Nanterre,

directeur du Théâtre et des Spectacles

au ministère de la Culture de 1981 à 1988